

Le chômage

LE CAPITALISME CREE LE CHOMAGE COMME IL RESPIRE

On le sait bien, les 3 millions de personnes actuellement au chômage touchent des revenus qui n'ont rien à voir avec un salaire décent ou même, pour la plupart, avec le Smic. Officiellement, chaque chômeur touche en moyenne 4 000 francs d'allocation par mois, et il y a un grand nombre d'entre eux qui se situent encore en dessous de cette moyenne. Ce qu'on sait moins, c'est combien chaque chômeur coûte à la société : en moyenne 10 000 francs par chômeur et par mois. C'est un chiffre qui est donné par des journaux très sérieux comme "Le Monde Diplomatique" (Mars 93, p 14).

Oui, si l'on compte les exonérations de charges sociales, les aides de l'Etat aux patrons qui embauchent des CES, ces emplois précaires et sans qualification sous-payés ; si l'on compte l'aide aux chômeurs qui créent leur entreprise, si l'on compte le coût du RMI, le revenu minimum d'insertion, bref l'ensemble des dépenses de l'Etat concernant le chômage, on arrive bien à 10 000 francs par mois et par chômeur qui sont dépensés aujourd'hui, en France. Au total, entre 350 et 400 milliards de francs par an.

Si l'économie n'était qu'une question de calcul, n'importe quelle mère de famille en possession de ces chiffres trouverait vite une solution au chômage. Elle trouverait qu'il y a une arnaque quelque part et elle en déduirait immédiatement qu'il faut fonctionner autrement. Une mère de famille n'attendrait pas de comprendre par quels moyens les patrons empochent la différence, c'est-à-dire quelque chose comme 6 000 francs par chômeur et par mois, elle déciderait tout simplement de payer directement les chômeurs 7 000, 8 000 francs, bref un revenu décent. Elle se dirait, notre mère de famille, qu'il y a urgence lorsqu'on voit qu'avec l'accroissement du chômage il y a maintenant 500 000 personnes à coucher dehors en France. Car elle n'a pas oublié que cet hiver 93, il y a déjà eu une douzaine de morts de froid, ou plutôt de morts de pauvreté.

Seulement, dans le système capitaliste, les mères de familles sont censées être capables de faire des comptes bien compliqués, mois après mois, pour boucler les budgets familiaux, mais on considère qu'elle ne peuvent rien comprendre au budget de l'Etat ; en tout cas on s'arrange pour rendre ce budget incompréhensible.

Mais si leur économie est présentée de façon incompréhensible, c'est qu'elle a bien des choses à cacher. Et ces choses sont parfois si aberrantes qu'il ne viendrait pas à l'idée d'une mère de famille, ou d'un travailleur en général, qu'on ose fonctionner ainsi.

Pourtant, c'est le cas. C'est effectivement vrai que les patrons touchent en moyenne quelque chose comme 6 000 francs par mois et par chômeur qu'il y a dans ce pays.

Le mécanisme est bien rôdé. Darty, Renault, pour ne citer que des exemples récents, commencent par licencier des travailleurs à plein temps. Après quoi, ils les remplacent en embauchant des CES ou des TUC, ou des SIVP - on a eu droit à toutes sortes de formules selon les gouvernements de droite, de gauche ou de cohabitation -. Ils ont donc un salaire bien moindre à payer ; et en prime, ils se permettent de demander à l'Etat les aides que celui-ci a prévues pour ceux qui "font quelque chose pour l'emploi"... Voilà comment les patrons osent procéder, avec la complicité du gouvernement, et voilà ce que cache la comptabilité du pays aux mères de familles et à tous les travailleurs.

Ce que tout le monde sait en tout cas, parce que c'est difficile de le cacher, c'est que le chômage est une aberration et un gâchis. Que 3 millions de personnes, chiffre officiel, n'ont pas de travail pendant que ceux qui ont un emploi triment, et qu'on leur demande même des heures supplémentaires.

Ce que tout le monde sait aussi, c'est le gâchis humain que représente le chômage. Le chômeur a vite fait de se sentir responsable de l'incapacité où il est de trouver un travail. Et alors il peut culpabiliser ou finir par abandonner tout espoir. C'est en tout cas le profil d'un certain nombre d'entre eux qui se sont retrouvés y compris à la rue parce que sans emploi.

Si on décidait d'embaucher immédiatement tous les chômeurs, et si on économisait du coup le temps que nous passons à travailler en pure perte pour fournir les fameux 350 ou 400 milliards que coûte le chômage, la suppression du chômage permettrait de réduire le temps de travail d'une heure et demie par jour pour tous, en gardant la même production exactement. Mais curieusement, personne, à la direction des partis en place ou des gouvernements, ne propose cette solution : commencer par rendre obligatoire l'embauche de tous les chômeurs et interdire donc aussi tous les licenciements sans reclassement assuré.

Certains syndicats comme la CFDT, ou la CGT, selon les périodes, avancent comme solution les 35 heures. Le Parti Communiste Français propose de "produire français". Le Parti Socialiste parle de "partager les revenus".

Disons tout de suite que l'idée de partager les revenus est une belle hypocrisie. Un inspecteur du travail dénonce par exemple comment un grand magasin fait passer d'office son personnel de 38 heures à 28 heures, avec perte de salaire évidemment. Ses employés se retrouvent d'un coup avec un salaire de 4 200 au lieu de 5 800 francs. Voilà le partage par lequel ce patron fait "quelque chose contre le chômage"... Et en prime il va peut-être bénéficier des 50 % d'exonérations des charges sociales que le gouvernement offre sous prétexte qu'il évite des licenciements.

Alors les 35 heures sont-elles une solution au problème du chômage ? Sur le papier, 4 ou 5 heures de travail hebdomadaire en moins, c'est effectivement aller dans le sens du calcul de notre mère de famille. Mais tout le monde sait qu'il y a déjà un premier problème :

l'horaire de travail n'est pas de 35 heures. Les fois où l'horaire de travail a vraiment baissé, c'est par la lutte, la grève, voire la grève générale que cela a été acquis. Il a fallu 1936, par exemple, pour passer de 48 heures à 40 heures, l'horaire officiel de travail hebdomadaire.

Imaginons quand même un instant que nous obtenions les 35 heures. Il ne faut se faire aucune illusion, toute l'histoire de l'économie prouve que le capitalisme est capable de digérer des baisses de la durée de travail, y compris des baisses de plus de 4 ou 5 heures par semaine, sans supprimer le chômage pour autant.

En 1870, la durée de travail était de 63 heures par semaine en France, et depuis elle a régulièrement baissé (sauf une légère remontée provisoire lors des années d'après la seconde guerre mondiale). Eh bien, jamais le chômage n'a disparu pour autant. Même pendant les périodes de boom économique, pourtant rares dans l'histoire du capitalisme, le chômage est toujours présent. Dans la plus longue de ces périodes, entre 1962 et 1974, on voit que toute l'économie se porte bien, que les salaires augmentent sensiblement, que les effectifs employés montent régulièrement, (ils passent d'environ 19 millions à 21 millions), qu'on embauche donc, mais le chômage augmente lui aussi, passant de 200 000 à 500 000 personnes.

Bien sûr, comparativement aux 3 millions de chômeurs actuels, on peut se dire que 200 000 ou 500 000 chômeurs, c'est plutôt mieux. Mais on peut se demander quand même comment il se fait qu'alors que toute l'économie se porte bien, il reste toujours du chômage. Si on parvient à comprendre pourquoi le capitalisme a toujours conservé au moins 1 % des travailleurs au chômage, cela nous évitera peut-être d'avoir des illusions sur certaines solutions au chômage qui n'en sont pas.

Le chômage, le maintien d'hommes et de femmes en âge de travailler hors du monde du travail, est une invention du capitalisme. Avant, il n'existe pas. Dans les communautés primitives dont il reste quelques traces en Afrique, en Asie ou en Alaska, il n'est bien sûr pas question de chômage. Le travail est partagé entre tous, comme les produits de ce travail, sans qu'il y ait la moindre forme d'exploitation. Et dans toutes les sociétés qui ont suivi, dans l'Antiquité, au Moyen Age, le chômage n'existe pas non plus.

Rosa Luxembour, une brillante intellectuelle qui a choisi le camp de la classe ouvrière et qui a pour cela été tuée par balle par des militaires lors de la révolution allemande de 1919, analyse ainsi l'apparition du chômage ("Introduction à l'économie politique", 10/18, P 275) : "Aussi pressuré et exploité que fut l'esclave public égyptien ou l'esclave privé grec, aussi grand que fut l'écart entre son maigre niveau de vie et l'opulence de son maître, sa situation d'esclave lui assurait quand même l'existence. On ne laissait pas mourir d'inanition les esclaves, comme personne ne laisse mourir son cheval ou son bétail. C'est la même chose au temps du servage médiéval : tout le système de dépendance féodal où le paysan était attaché à la glèbe (la glèbe c'est la terre) et où chacun était le maître d'autres hommes ou le serviteur d'un autre ou les deux à la fois, ce système attribuait à chacun une place déterminée. Aussi pressurés que fussent les serfs, aucun seigneur n'avait le droit de les chasser de la glèbe, donc de les priver de leurs moyens d'existence. Les rapports féodaux obligeaient le maître à aider les paysans en cas de catastrophes, d'inondations, de grêle, etc. Ce n'est qu'à la fin du Moyen

Age, quand le féodalisme commence à s'effondrer et le capitalisme moderne à faire son apparition, que la situation change."

Rosa démontre que même quand il a eu l'occasion de pouvoir supprimer le chômage, le capitalisme s'est refusé à le faire. Elle en donne un exemple lors d'une crise du coton en 1863. La guerre de sécession aux Etats-Unis avait alors entraîné l'arrêt des importations de coton brut vers l'Angleterre, provoquant un chômage massif. Une partie des chômeurs se trouve alors dans une telle misère qu'ils demandent une aide au Parlement pour émigrer en Australie afin d'échapper à la famine. L'Australie s'est déclarée d'accord. Mais les fabricants de coton anglais protestent : il leur faut des ouvriers en réserve, même s'ils sont affamés par le chômage. Et le Parlement anglais refusera les fonds d'émigration.

Rosa donne un autre exemple, après la Commune de Paris. La répression prend une échelle de vengeance folle, se traduisant par un massacre qui touche des milliers et des milliers d'ouvriers, souvent les meilleurs travailleurs. On voit alors le patronat français, inquiet d'un manque de bras en réserve, se mettre à intenter des procès aux tribunaux pour modérer les poursuites contre les Communards.

C'est qu'une fois inventé, le chômage s'avère une trop bonne affaire aux capitalistes. C'est une réserve dans laquelle il peut puiser à tout moment pour trouver des travailleurs dès qu'un besoin apparaît. Or dans ce système économique où rien ne peut être prévisible, car tout est le produit d'une multitude de décisions individuelles, les besoins d'embaucher peuvent apparaître ici ou là à n'importe quel moment. Et s'il n'y a pas cette réserve de main d'œuvre, tout patron voulant embaucher n'aurait qu'une solution : tenter de gagner à lui des ouvriers embauchés ailleurs, et il devrait donc proposer de meilleures conditions que les autres patrons. C'est la concurrence entre patrons qui jouerait et elle favoriserait les ouvriers.

Si le chômage n'avait que cette fonction de réserve, il pourrait peut-être disparaître, à certaines périodes du moins. Mais dès que le capitalisme a pris son essor véritable avec la naissance de la grande industrie, le chômage s'est vite révélé une autre fonction aussi importante que celle de réserve. C'est un moyen de pression idéal pour faire accepter l'exploitation par ceux qui sont au travail. Et c'est un moyen de pression inusable.

On s'en est aperçu ces dernières années quand les régimes des dictatures des pays de l'Est ont basculé. Eh bien, une des raisons pour lesquelles les financiers du monde occidental ont longtemps reculé à l'idée de racheter des grandes usines là-bas, c'est le peu d'ardeur des ouvriers au travail qu'ils y ont découvert. Ce n'est pas complètement un hasard. Les ouvriers de l'ex-URSS en particulier, n'ont pas connu de chômage depuis des générations. C'était l'un des acquis qui subsistait quand même de la Révolution d'octobre 1917.

Dans le monde capitaliste, avant que le chômage ne commence vraiment à exister, on a des exemples de cette situation de plein emploi. Marx cite les plaintes d'un fabricant anglais du XVIIIe siècle sur le peu d'ardeur au travail de ses ouvriers ("Le Capital, livre I, éditions sociales, p 458) : "Dans ce royaume, une autre cause de l'oisiveté, *c'est le manque d'un nombre suffisant de bras*. Toutes les fois qu'une demande extraordinaire rend insuffisante la masse de travail que l'on a sous la main, les ouvriers sentent leur propre importance et veulent la faire sentir au maître. C'est étonnant, mais ces gens-là sont si dépravés que dans de tels cas, des groupes d'ouvriers se sont mis d'accord pour jeter leur maître dans l'embarras en cessant de travailler pendant toute une journée." Et Marx compare cette situation avec la sienne où la révolution industrielle est en plein essor. Et avec elle se développent la classe ouvrière, et le

chômage. "Aujourd'hui, dit-il, les choses ont bien changé. Grâce au développement de l'industrie mécanique, personne n'oserait plus prétendre dans ce beau royaume d'Angleterre que le manque de bras rend les ouvriers oisifs."

Plus récemment, on peut citer le président américain Truman qui disait crûment : "C'est une bonne chose pour l'hygiène économique qu'il y ait toujours un volant de main d'œuvre à la recherche d'un emploi." (1959).

Quand on cherche à comprendre ce qu'est exactement le chômage et comment il apparaît, on s'aperçoit que le capitalisme fabrique *à la fois des travailleurs et des chômeurs*. C'est incompréhensible pour une logique de travailleur ou de mère de famille, mais vous allez vite comprendre en vous mettant un moment dans la peau d'un patron.

Vous êtes donc un patron, c'est-à-dire que vous possédez des capitaux sous forme d'argent liquide, de comptes en banques, de locaux, de machines, etc. Vous décidez de produire, disons, des chaussettes à trous. Ce n'est pas plus fou que de faire des mouchoirs en papier au lieu de mouchoirs en tissu. Et l'avantage est que vous êtes seul à avoir l'idée pour l'instant. Donc pas de concurrence, et avec un peu de publicité et un effet de mode, tout le marché est à vous.

Vous décidez donc d'affecter une partie de votre capital à monter une usine de chaussettes à trous, et vous embauchez des ouvriers pour faire tourner l'usine. Jusque là vous avez bien rempli l'image que les patrons aiment à donner d'eux-mêmes : "C'est grâce à nous qu'il y a du travail. Sans nous comment feraient les ouvriers, comment feraient-ils pour travailler ?"

Mais dès que la production est au point, dès que les techniques sont rôdées, et que vous vérifiez que les chaussettes à trous trouvent réellement acheteur sur le marché, vous commencez à voir les profits rentrer et vous vous rassurez : "L'affaire marche !"

Si vous êtes vraiment un patron, vous n'en restez pas là. Vous allez craindre la concurrence, car d'autres producteurs de chaussettes vont avoir envie de faire les mêmes affaires que vous avec des chaussettes à trous. Il faut donc que les vôtres soient le plus vite possible à un prix un peu plus bas, pour battre d'avance votre concurrent. Fort de la longueur d'avance que vous avez, vous essayez d'aller plus loin, d'introduire des machines plus performantes. Et ces machines, si elles sont plus performantes sont l'occasion d'enlever du monde. Vous réétudiez donc votre chaîne de fabrication et vous trouvez sûrement que l'on peut ici ou là enlever encore du personnel, faire faire le même travail avec moins de monde.

Eh bien, ça y est, vous êtes en train de fabriquer du chômage. Après avoir effectivement créé des emplois, vous êtes en train d'en supprimer, c'est-à-dire que vous avez fabriqué et des emplois et du chômage.

Chaque poste supprimé est une économie sur les salaires que vous avez à payer, et c'est autant d'argent qui passe sur le poste des profits, profits avec lesquels vous pouvez réinvestir, devenir plus gros, ou plus performant, moins accessible aux concurrents, et pourquoi pas investir dans de nouveaux domaines.

On pourrait dire : "Ce n'est pas grave." Car au total, vous avez quand même créé plus d'emplois que de chômeurs. Oui, mais c'est là que le système capitaliste est pire que les autres.

Un paysan ou un artisan qui, avant l'introduction du capitalisme, louait ses services comme ouvrier pour aider à la construction d'un château ou d'une cathédrale, redevenait paysan ou artisan une fois la construction achevée. Mais le capitalisme procède tout autrement. Il a commencé par interdire à l'artisan, au paysan d'autrefois de vivre comme il le faisait. Il en a fait d'abord un prolétaire, quelqu'un qui ne possède ni terre ni outils, rien que sa force de travail, ce qui est le meilleur moyen pour l'obliger à la vendre en échange d'un salaire. En Angleterre, la constitution d'une classe de prolétaires a été faite en bonne partie quand la noblesse, profitant d'une révolution technique dans l'agriculture, a mis à la rue les paysans pour consacrer les terres à l'élevage des moutons, destinés à la production de laine.

Ensuite, cette classe de prolétaires, constituée au départ par la force, n'avait plus qu'à se reproduire de génération en génération. Voilà pourquoi quand l'ouvrier perd son emploi, il devient chômeur ; il ne peut pas redevenir artisan ou paysan : il n'a plus rien pour vivre.

C'est pourquoi dès le début du capitalisme, s'est créé le chômage et il s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui. Marx disait : "Si vaste que paraisse la force ouvrière embauchée, son chiffre proportionnel, tout d'abord faible comparé à la masse de capital engagé, décroît aussitôt que ces industries ont pris racines." Par exemple, entre 1840 et 1843, le développement des machines permettant de filer la laine, va faire chuter le nombre de fileuses flamandes à domicile de 221 000 à 167 000.

Revenons à vous puisque vous êtes maintenant devenu patron. Vous aviez embauché, mettons, 1 000 ouvriers, puis vous en avez "dégraissé", comme on dit, 100. Bilan, vous avez créé 900 emplois et 100 chômeurs.

Quand votre production s'accroît, si les affaires vont bien, vous pouvez décider de continuer à embaucher pour multiplier le nombre de vos usines. Imaginons donc que vous décidiez de monter une deuxième usine : vous embauchez cette fois seulement 900 ouvriers, et vous produisez maintenant deux fois plus de chaussettes... et deux fois plus de trous.

Mais vos ingénieurs, vos contremaîtres, qui sont payés pour ça, continuent de trouver pour vous de nouveaux moyens de faire faire le travail avec moins de monde, disons avec encore 100 ouvriers de moins. Vous mettez donc maintenant à la porte 200 ouvriers et plus seulement 100. En clair, plus vous embauchez, plus vous fabriquez des chômeurs. L'un va avec l'autre.

Voilà, vous commencez à avoir le sens des affaires. En tout cas, vous voyez pourquoi il ne peut y avoir de patrons aux mains propres. Car c'est du gagne-pain des autres dont vous vivez.

Vous voyez aussi que compter sur une baisse de la durée du travail, comme les 35 heures, pour lutter contre le chômage, cela reste illusoire. Les patrons ont une très grande expérience de la course à la productivité et des économies de personnel. Si jamais ils devaient accepter de baisser les horaires de travail parce qu'on le leur imposerait, ils mettraient toute leur énergie pour trouver le moyen de récupérer cette perte autrement, et ils finiraient par y parvenir : ils pourraient par exemple accélérer la cadence à laquelle ils renouvellent les

machines. Ils s'arrangeraient certainement pour que les 4 ou 5 heures en moins soient des heures parmi les plus creuses et où il y avait moins de travail à faire. Et ils trouveraient le moyen de faire du chantage pour vous obliger à faire ce travail au cours des 35 heures ? Quel chantage ? Le chantage du chômage !

En 1984, la SNCF avait réussi à faire passer de 39 à 35h 45 000 de ses cheminots. Non seulement elle n'a pas embauché, mais elle a poursuivi ses baisses d'effectifs. Il y a eu des grèves, car si l'horaire diminuait sans baisse de salaire, c'était en supprimant les heures de travail les plus creuses et en augmentant les cadences.

Cela dit, nous sommes tout de même pour revendiquer les 35 heures car nous sommes pour la diminution de la journée de travail. Elle est largement justifiée par les augmentations de la productivité.

Ce n'est pas normal qu'à notre époque il faille s'épuiser à travailler. Après tout, les peuples primitifs vivent en consacrant 2 ou 3 heures par jour à la recherche de leur nourriture, et ils ont bien moins de techniques à leur disposition. C'est le capitalisme qui, grâce au chômage, grâce au salaire, transforme les progrès techniques prodigieux en moyen de nous écraser.

Le Pen, de son côté, nous dit : "Il y a 3 millions d'étrangers en France, il n'y a qu'à les mettre dehors et le problème du chômage sera vite réglé." C'est simple et clair. S'il le décidait, le patronat pourrait effectivement se défaire des travailleurs étrangers. En Allemagne, il y a quelques années, cela a été le cas pour une bonne partie des travailleurs turcs. Mais que se passe-t-il aujourd'hui, une fois que ces travailleurs ont été renvoyés hors des frontières ? Eh bien, le chômage flambe comme jamais en Allemagne. Rien qu'en Allemagne de l'Ouest, il monte à toute vitesse : 400 000 chômeurs de plus en 92 qu'en 93. Cela signifie en clair que s'être débarrassé d'une partie des immigrés n'enlève absolument pas aux patrons la tentation de continuer à pressurer sur l'emploi. Le volant de chômage perdu a été largement reconstitué en Allemagne et avec des travailleurs allemands cette fois.

C'est très exactement ce qui se produirait en France si le programme de Le Pen était mis à exécution. Car le fait de renvoyer une partie de la classe ouvrière ne renforce pas celle-ci mais au contraire l'affaiblit ; et ce fait accompli ne peut que donner des ailes aux patrons.

Oui, la logique de droite ou d'extrême-droite qui consiste à croire que l'on peut calmer l'ardeur du patronat à nous exploiter en lui offrant de se débarrasser d'une partie des travailleurs est illusoire. Les patrons, plus vous leur cédez, plus ils en reprennent.

Reste la proposition du PCF de "produire français". Le PCF fait coller par des militants ouvriers des affiches portant ce slogan. En clair, ils font demander aux patrons par des ouvriers que les patrons aient la gentillesse de bien vouloir nous exploiter, nous, plutôt que nos camarades des autres pays. C'est d'abord contraire à l'idée communiste que, travailleurs de tous les pays, nous devrions nous unir et pas nous concurrencer en cherchant à nous vendre les uns contre les autres.

Parler de "produire français", c'est laisser croire aux travailleurs toujours trop naïfs, que cela irait mieux si l'on n'avait affaire qu'à nos patrons français, que les méchants sont les patrons étrangers, qui nous mènent la concurrence.

Eh bien, cela aussi est faux. La réalité, c'est que ce sont des patrons parisiens qui établissent les taux de salaire à Tanger ou à Pnom Penh. Entre patrons, cela se sait bien. Voilà ce que dit, le PDG de Naf-Naf ("Nouvel Economiste" 26/02/93, p 27) : "Avec le salaire d'un ouvrier (charges sociales comprises, 9 200 francs en moyenne dans la confection), vous pouvez employer à temps de travail et productivité équivalents, 9 Marocains, 25 Thaïlandais, 35 Chinois, 65 Russes, ou 70 Vietnamiens."

En clair, ce monsieur qui se permet des publicités qui font rire les petits bourgeois dans les salles de cinéma vit tranquillement dans un pays démocratique tandis qu'il se comporte en négrier, en payant 65 francs par mois nos camarades vietnamiens. Aucune loi ne lui interdit de payer un peu plus là-bas les ouvriers. Mais il ne le fait pas. Pourtant il ferait encore un bon profit.

La soi-disant concurrence, elle est seulement entre l'ouvrier travaillant en France pour ce monsieur et l'ouvrier travaillant là-bas pour ce même monsieur. Le patronat, c'est le même, là-bas et ici. Des pans entiers de notre économie font ainsi le plus clair de leurs affaires à l'exportation. Les patrons français se sont fait une zone réservée immense en Afrique, qu'ils ont conservée bon gré mal gré depuis le temps des colonies.

La France réussit même à avoir deux des plus grandes compagnies de pétrole du monde alors qu'il n'y a que quelques gouttes sur le territoire national. Elf, Total, et bien d'autres doivent sourire en voyant les affiches "Produisons français"...

Enfin, compter sur des investissements productifs serait aussi illusoire pour régler le chômage. Car si dans un premier temps, cela obligerait peut-être les patrons à embaucher, on a vu que cela ne les empêcherait pas de reprendre rapidement le cours du chômage.

Le chômage est inscrit dans le fonctionnement capitaliste. Le capitalisme crée du chômage comme il respire : régulièrement quand cela ne va pas trop mal, à grands coups quand il a une crise.

février – juin 1993